

DEBAT DES PANELISTES

Thierry de MONTBRIAL

Vous dites que vous vous êtes mis d'accord sur le fait de ne pas être d'accord sur le Kosovo. Pourriez-vous nous préciser davantage la nature exacte de ce désaccord aujourd'hui ?

Edi RAMA

Vous voulez que les participants se disputent ici, mais je...

Thierry de MONTBRIAL

Non, non, non, je m'interposerai.

Edi RAMA

... je crains fort que vous n'y parveniez pas. Non, la situation est la suivante : je vais avancer d'un pas, et ensuite, elle suivra. On connaît l'histoire, et de nos jours, le Kosovo est une république qui est reconnue par de nombreux pays, et bien sûr, les États-Unis et de nombreux pays européens, la France et d'autres l'ont reconnu. En même temps, il y a d'autres pays qui ne l'ont pas fait, mais son existence est une réalité. Il est bien là, il fonctionne comme un État souverain indépendant avec ses propres institutions, et je suis très heureux de pouvoir dire qu'il le fait sur un modèle tout à fait admirable de respect des minorités, et que surtout, la minorité serbe est représentée au Parlement et au Gouvernement. J'ai toujours été, et je suis toujours convaincu qu'en reconnaissant le Kosovo, la Serbie fera un énorme pas en avant et parviendra pratiquement à surmonter le fardeau du passé, qui l'empêche de se tourner vers l'avenir avec davantage de légèreté.

Bien sûr, il s'agit de notre camp, de mon camp, mais en même temps, je dois admettre, avant de laisser la parole à Ana, que du côté serbe, le Président déploie des efforts considérables, pour ouvrir le dialogue au sein de son pays concernant l'avancée de ce processus, et pour réaliser, d'une certaine manière, qu'il était inutile de rester sur une position qui consistait à dire : « C'est comme ça, il n'y a rien à faire, nous ne céderons rien ». C'est un peu ce qu'il essaye de faire, et j'ai beaucoup de respect pour ça. C'est quelque chose de douloureux, ça n'est pas facile. La tradition n'aide en rien à ce sujet, mais plus tôt nous parviendrons à une solution, mieux ce sera, et je pense que les tensions s'apaiseront alors profondément à tous les niveaux et pour tout le monde. Le dernier aspect dont je souhaiterais parler, c'est que maintenant, le grand défi, le problème majeur auquel nous sommes confrontés n'est pas ce conflit entre nous, ce sont les rapports que nous avons avec l'UE. Nous nous trouvons dans une situation dans laquelle, lorsque l'UE se portait très bien et était prête à bien fonctionner, nous étions les méchants. Aujourd'hui, nous sommes les gentils, mais l'UE ne se porte plus si bien, et donc je ne sais pas où ni quand nous finirons par nous retrouver dans une situation où nous serons elle et nous sur la même longueur d'ondes, parce que ça va donner quelque chose comme : « Marions-nous, mais on ne veut pas négocier avec vous, on ne veut pas parler avec vous, parce qu'il y a des problèmes ». L'union est donc envisageable, mais nous ne nous parlons pas, et j'espère que ça changera bientôt.

Thierry de MONTBRIAL

Bien sûr, les pays européens ne reconnaissent pas tous le Kosovo. En particulier l'Espagne, si je ne m'abuse, pour des raisons que chacun comprendra mieux aujourd'hui, mais avant que je laisse la parole à Madame le Premier Ministre, honnêtement, pensez-vous que jusqu'à présent, l'histoire du Kosovo indépendant soit une réussite ?

**Edi RAMA**

Qu'entendez-vous par là ?

Thierry de MONTBRIAL

Eh bien à tous les égards, vous savez, la sécurité, les trafics en tous genres, l'instabilité ...

Edi RAMA

Non, je pense tout d'abord qu'il s'agit d'un nouvel État, et donc, je vais vous parler très franchement, il est devenu très facile de relier la corruption, la criminalité, les trafics et tout ce genre de choses aux Balkans, et c'est également très facile de parler de ça pour tous ceux qui ne veulent pas réfléchir à l'élargissement de l'Union et à la participation d'un plus grand nombre de pays aux discussions. Je veux encore dire une chose, et ensuite je m'arrêterai. J'ai vu un rapport de la Commission européenne sur la corruption au sein de l'UE : les chiffres sont supérieurs au PIB de tous nos pays. Et donc maintenant, j'accepte d'être critiqué à ce sujet, parce que la nature de la corruption est différente dans nos pays, en ce sens qu'elle est très liée aux institutions; ces dernières doivent être renforcées et modernisées, avec un État qui soit une entité moderne, et nous n'avons pas encore chez nous le modèle que l'on peut trouver en France ou en Allemagne ou dans d'autres pays. Il nous a fallu beaucoup de temps pour arriver où nous en sommes actuellement et cela représente déjà un progrès, mais je reconnais que c'est vrai, nous avons des problèmes de criminalité. Nous avons des problèmes de corruption. Nous avons des problèmes avec tout cela, mais aucun pays des Balkans, ni l'Albanie ni le Kosovo, n'est le berceau du crime et de la corruption. Si nous essayons de trouver d'où viennent ces problèmes, et je ne sais pas si cette source existe, elle ne se trouve pas dans les Balkans. Il ne s'agit ni de l'Albanie, ni du Kosovo.

Thierry de MONTBRIAL

Merci beaucoup. Madame le Premier Ministre. J'ai moi-même visité la Serbie et le Kosovo, j'y suis allé, je suis aussi allé au *Champ des Merles*. Je ne sais pas quel est le nom en anglais....

Edi RAMA

Vous avez dit que je parlais mieux français que vous, alors ...

Thierry de MONTBRIAL

C'est censé être le berceau de la Serbie; c'est la bataille qui est considérée comme étant la source, l'origine de la Serbie. Cette séparation représente-t-elle toujours une terrible blessure ? Le problème du Kosovo est-il toujours aussi sensible qu'il pouvait l'être, disons, il y a 10 ans ? J'ai le sentiment que cela s'est un peu atténué, mais je peux me tromper.

Ana BRNABIĆ

Je pense que c'est toujours très, très sensible et que cette question restera toujours extrêmement chargée en émotion pour la Serbie. Je veux dire que le centre de notre église, de l'Église orthodoxe serbe, se trouve au Kosovo, vous savez, au Moyen-Âge, la capitale était au Kosovo, et tous ces lieux portent toujours le même nom, et donc chaque fois que nous regardons la carte, voyez-vous, ça nous rappelle le berceau de la Serbie. C'est une question très, très sensible. Nous essayons de faire preuve de souplesse, et de ne pas considérer les choses d'un point de vue émotionnel, parce que nous savons tous où les émotions nous ont menés par le passé, nous essayons donc d'être très pragmatiques, mais en ce qui concerne la question du statut du Kosovo pour nous, je dois admettre que c'est extrêmement simple. C'est une question très simple. C'est une question de droit international, et le droit international est très clair là-dessus. Nous avons toujours dit que reconnaître la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo consisterait à ouvrir la boîte de Pandore, et c'est exactement ce qui est en train de se passer aujourd'hui, et vous le savez, nous sommes ..., l'Espagne est notre grande amie, et nous restons calmes et silencieux pour ne pas sortir la

situation de l'Espagne et de la Catalogne de ses proportions, mais c'est ce qui se passe quand on ne respecte pas foncièrement le droit international, et que l'on efface les frontières, et la Serbie est très claire à ce sujet. Nous avons ensuite eu la Crimée, nous reconnaissons la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, même si nous avons des relations très étroites et très bonnes avec la Russie, parce que c'est conforme au droit international, donc vous voyez, nous arrivons à quelque chose de très difficile, de très, très complexe où on ne reconnaît pas le droit international, et c'est ce que nous disons depuis toujours, et c'est ce qui apparaît de plus en plus clairement, et je pense que malheureusement, alors que l'Europe sortait d'une période très difficile après le Brexit, avec toutes les élections importantes en Allemagne, en France, en Autriche, aux Pays-Bas, alors qu'elle se renforçait, les événements que l'on connaît sont survenus en Espagne.

Nous répétons qu'il faut revenir au droit international, et qu'en respectant le droit international, nous évoluerons tous dans un environnement plus stable, plus sûr, c'est foncièrement ce que nous n'arrêtons pas de répéter, mais ce qui est également important c'est que nous ayons ce que nous avons aujourd'hui, et encore une fois, les Serbes au Kosovo ont aussi prouvé qu'ils étaient des politiciens responsables, et ils ont tout simplement rejoint le gouvernement actuel à Pristina parce qu'avant tout, nous devons penser à la qualité de vie et à la sécurité de toutes les personnes qui vivent là-bas. Et donc pour garantir ça, je ne pense pas que la Serbie puisse un jour reconnaître l'indépendance du Kosovo, parce qu'encre une fois, nous pensons que ça ne ferait qu'ouvrir davantage la boîte de Pandore. Nous réfléchissons beaucoup actuellement à la qualité de vie de toutes les personnes vivant au Kosovo.

Thierry de MONTBRIAL

Je pense que de nombreux analystes extérieurs seront d'accord pour dire que du point de vue du droit international, il y a un réel problème, mais nous n'allons pas parler de ça ici. Je propose que nous passions à l'Union européenne, et à l'aspiration qu'ont ces deux pays, la Serbie et l'Albanie, d'entrer dans l'Union européenne à un moment donné. Maintenant la question est : est-ce que ce problème, le problème du Kosovo, disparaîtra dans l'Union européenne, si l'Union européenne s'agrandit, ou bien si elle n'arrive pas à intégrer ces deux pays, ou est-ce que ce sera l'inverse ? C'est-à-dire le début de la désintégration de l'Union européenne ? C'est une question très sérieuse, parce qu'après la chute de l'Union soviétique, nous avons dû nous élargir très, très rapidement, et c'est l'une des principales raisons des difficultés actuelles de l'Union européenne. Nous avons, d'une certaine façon, été obligés de nous agrandir trop vite, et aujourd'hui, il y a un certain niveau d'hétérogénéité au sein de l'Union européenne, ainsi que des problèmes de gouvernance qui sont assez compliqués à surmonter, et en fait, le Premier Ministre Rama y a fait allusion il y a quelques minutes. Vous avez dit que la Serbie ne reconnaîtrait jamais le Kosovo. Bien évidemment, ce "jamais" dépend des évolutions futures de l'Histoire, notamment de l'évolution de l'Union européenne, et donc pouvons-nous maintenant vous demander à tous les deux comment vous envisagez votre propre avenir avec l'Union européenne ? Que devons-nous faire, que doit faire l'Union européenne aujourd'hui, et comment pouvons-nous avoir un processus qui, progressivement dans le temps, permettrait d'en finir en douceur avec ce problème ?

Edi RAMA

Tout d'abord, je dirais que l'époque est différente, et à mon avis, il n'est pas très juste de comparer l'élargissement rapide au début de l'Union avec la nécessité de mener à bien le processus. Dans ce cas précis, il n'est pas question d'élargissement, il s'agit de finalisation, pour de nombreuses raisons, que je vais essayer de résumer. Tout d'abord, il est stratégiquement nécessaire pour l'Europe que ce processus soit mené à bien et de ne pas laisser les Balkans rester une zone mal définie, sur laquelle d'autres acteurs peuvent avoir une influence, mettre leurs programmes en avant et entraîner des perturbations.

Deuxièmement, nous vivons à une époque où, comme nous l'a rappelé notre ami et le très distingué père fondateur de cette World Policy Conference, tout cela est également très lié à la façon dont différentes religions cohabitent, ainsi qu'à la manière dont différentes communautés ayant des croyances différentes parviennent à s'entendre, et n'oublions pas que les Balkans sont la région d'Europe dans laquelle on trouve la plus grande diversité religieuse. Les musulmans des Balkans sont, disons, les plus pro-européens du monde musulman, et ce sont les plus pro-américains, les musulmans de nos pays sont encore plus pro-américains que les Texans. Mais cela ne durera peut-être pas pour toujours, et il ne faut pas prendre ça pour argent comptant, parce que d'autres essaient aussi également, et le radicalisme et différents types de perturbations peuvent se développer. Dans ce cas, il n'y aurait aucun changement,

pas simplement en ce qui concerne le problème de la région des Balkans, mais aussi le problème européen. Ce serait un problème pour l'Europe.

Troisièmement, il est aussi très important d'achever le projet exactement pour la même raison que ce que les anti-européens, ou ceux qui s'opposent à l'élargissement de l'Union, essaient de dire. Plus précisément pour une Europe plus sûre et plus sécurisée, pour une France ou une Allemagne plus sûre et plus sécurisée, ou la sécurité de n'importe quel autre pays, les Balkans doivent faire partie de ce projet. Sans cela, ils risquent d'être les plateformes de diverses perturbations, tout cela est donc stratégique. D'autre part, je comprends, et nous comprenons qu'avec tous les soucis, tous les problèmes auxquels l'Europe doit faire face aux nouveaux arrivants, ce n'est pas très séduisant d'imaginer devoir faire encore de la place pour les Serbes, les Albanais et les Macédoniens et pour les pays suivants, et d'avoir une famille de plus d'une trentaine de membres, et d'imaginer devoir gérer des Albanais ou des Serbes mettant leur veto à quelque chose – je sais, ce n'est pas le cas, mais en même temps, c'est précisément la raison pour laquelle l'Europe doit se réformer et doit changer. Nous comprenons parfaitement. Je suis tout à fait d'accord. Je suis totalement en faveur de la manière différente de faire fonctionner l'Union que le Président Macron est en train d'essayer de promouvoir. Regardons les choses en face, ça ne peut pas être comme l'histoire du grand-père et de la grand-mère (vous voyez quels pays ils pourraient représenter dans l'Union européenne) et ensuite les parents, puis les enfants qui voteraient de la même façon, pour qu'un jour un enfant arrive et dise "Non, je mets mon veto", et alors il n'y aurait plus de budget pour cette famille. Je comprends ça, je le comprends, mais en même temps, ce que je n'arrive pas à saisir, c'est l'absence de négociation entre l'Union européenne et l'Albanie, ou la Macédoine, ou les autres pays qui ne négocient pas. La Serbie est en train de négocier, et le Monténégro est en train de négocier, mais nous sommes dans un pays de l'UE qui est candidat, nous sommes donc prêts à nous unir. On nous a dit que nous allions nous marier, et on nous a dit de ne pas parler. Comment cela va-t-il se faire ? Négocier ne veut pas dire agrandir l'Union, il n'y a donc aucune obligation. Ils peuvent dire : « D'accord, nous négocions, vous n'êtes pas prêts, donc vous devez faire ça, et ça, et ça, et nous vous reverrons », mais ne pas parler est totalement incompréhensible, et voilà notre situation.

Thierry de MONTBRIAL

Madame ?

Ana BRNABIĆ

Pour commencer, je suis parfaitement d'accord avec Edi. Je pense que l'Europe du Sud-est, ou comme nous préférons l'appeler maintenant, les Balkans occidentaux, ont besoin de l'UE. En même temps, je pense que l'UE a besoin des Balkans occidentaux, également pour des raisons de sécurité, et parce que cela fera de l'Europe une entité complète. La Serbie a donc entamé les négociations. Nous avons désormais ouvert 10 chapitres sur 35. Nous espérons en ouvrir trois à cinq de plus d'ici la fin de l'année, mais nous soutenons pleinement l'idée que l'UE démarre les négociations avec l'Albanie le plus tôt possible, parce que je pense que c'est important pour la région. C'est un bon signal, c'est un bon signal pour tous les citoyens des Balkans occidentaux, qui essaient de réformer les sociétés, en premier lieu pour progresser et obtenir de meilleurs résultats sur le plan économique, mais aussi en termes de réformes sociales, et pour avoir un système judiciaire et un État de droit, plus efficaces, etc. Je pense qu'il est très, très important que les négociations démarrent, surtout avec l'Albanie.

Nous allons évidemment essayer de lancer ce processus d'adhésion à l'UE le plus tôt possible, mais aussi pour revenir à ce qui est vraiment important, et ce n'est pas vraiment à ce rythme que nous ouvrons et fermons ces chapitres. Ce rythme est fondamentalement celui auquel nous sommes actuellement en train de mettre les réformes en place, et auquel nous acquérons actuellement une stabilité macroéconomique, une stabilité fiscale et une discipline fiscale. Nous avons une administration publique efficace et transparente, tournée vers les citoyens. Nous avons un État de droit grâce à un système judiciaire efficace. Tout cela est important en premier lieu pour nous, pour nos citoyens et pour nos entreprises, et par conséquent, cela nous conduit aussi à l'UE, et je crois que nous devrions changer par nous-mêmes, mais encore une fois, je le répète, je pense que la région a besoin de l'Europe, mais que l'Europe a aussi besoin de cette région, et je crois que c'est simplement de cette manière que nous devrions parler de tout cela.



Je pense que tout viendra de la stabilité régionale, et c'est la raison pour laquelle je pense que le Processus de Berlin est extrêmement important, et la stabilité régionale s'appuiera essentiellement sur l'économie et le commerce, et en premier lieu sur cette zone économique régionale sur laquelle nous sommes en train de travailler. Pour revenir encore une fois aux relations entre le Kosovo, la Serbie, l'Europe, l'Albanie, avec toutes les difficultés politiques, la Chambre de Commerce serbe a en fait été la seule qui a véritablement aidé la Chambre de Commerce du Kosovo à rejoindre la Chambre de Commerce Internationale européenne, et la Chambre de Commerce serbe est aussi (notre Président est un très bon ami de M. Rama), est souvent en Albanie, et voyez-vous, je pense que les relations économiques et que la coopération sont certainement des aspects qui ouvriront la voie. Je crois qu'ici, les politiciens et la politique devraient suivre.